



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOU, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Paul Valéry pour le Projet CEPS - Convention de financement - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capitale Santé et la labellisation du territoire pour le réseau thématique #healtech de la French Tech, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet CEPS (Plateforme universitaire européenne de méthodologie de la recherche interventionnelle non médicamenteuse) porté par l'Université Paul Valéry.

La Plateforme CEPS est une organisation de réflexion méthodologique sur la recherche interventionnelle non médicamenteuse. Elle vise à faciliter le travail des chercheurs européens dans la veille, la conception, la réalisation et la publication d'études interventionnelles destinées à vérifier l'efficacité des Interventions Non Médicamenteuses (INM).

La Plateforme CEPS identifie les méthodologies de validation clinique respectant la dignité, la liberté et la santé des êtres humains. Sa gouvernance intègre des représentants professionnels et des patients.

Elle participe à l'amélioration de la qualité des études. Ce travail exige un regard multidisciplinaire, des sciences biologiques aux sciences humaines, de l'ingénierie technologique aux mathématiques, des sciences économiques aux sciences politiques, de l'histoire à la philosophie. La Plateforme CEPS donne des outils pour accélérer la recherche de qualité dans le secteur des INM soumis à divers scepticismes et abus.

La Plateforme CEPS complète l'écosystème européen en proposant aux chercheurs européens des ressources en accès libre pour les essais cliniques non médicamenteux et les méta-analyses. Elle propose un métamoteur de recherche, des ressources méthodologiques pour la recherche interventionnelle non médicamenteuse, un congrès international (iCEPS) et un annuaire des chercheurs et des laboratoires travaillant sur le sujet. Ces outils seront disponibles d'ici 2020 avec l'aide du CPER 2015-2020.

Le projet concerne le système 2 de la Plateforme co-financé par le CPER 2015-2020. Il répond à un besoin des agences nationales, des décideurs, des laboratoires, des entreprises et des associations à connaître les experts de la recherche fondamentale et de la recherche clinique spécialisés dans l'évaluation des INM. La Métropole et la Région Occitanie sont leader en la matière.

Ce système nommé NIRI (« Non-pharmacological Intervention Researchers and Institutions ») est une borne interactive pouvant être déplacée disposant d'un annuaire intelligent international des chercheurs, des unités de recherche et des centres investigateurs sur les INM. Une de ces trois entités peut être intégrée dans le système à la condition d'avoir publié article sur une INM dans une revue scientifique à comité de lecture, et plus précisément une étude interventionnelle (=essai clinique testant une ou plusieurs INM), une étude mécanistique (= étude expérimentale testant un processus, une fonction, un mécanisme explication d'une INM), une étude observationnelle (= étude de suivi de patients sur une période, cohorte, surveillance) ou une revue de question (= état de l'art, revue narrative, revue systématique, méta-analyse).

Le système NIRI devra permettre aux utilisateurs de rechercher en fonction de plusieurs critères les chercheurs ou les structures renseignés dans l'application. Les résultats seront disposés sur une carte permettant aux utilisateurs de zoomer et visualiser dans le détail les informations des acteurs ou des structures. Le système donne ainsi les coordonnées de l'entité (eg., nom, prénom, email, site web 1, site web 2, blog...).

Par délibération n°14322 du 14 décembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a attribué un premier financement de 200 000 € pour la tranche 1 d'un montant prévisionnel de 638 900 €.

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à la tranche 2 du projet CEPS s'élèvera à 150 000 euros pour un coût global de 225 000 €, l'Etat à hauteur de 75 000 € clôturant ainsi le financement de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université Paul Valéry d'une subvention de 150 000 € pour le projet CEPS ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-50514-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.